

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 204 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3032



Arrêts maladie : une offensive sans arrêt

Page 4

Quand l'UFR prêche la collaboration de classe avec le Medef

Page 7

Mayotte : Grève à l'ARS

Page 12

Face aux mensonges patronaux, affirmer les intérêts des travailleurs !

La campagne présidentielle est partout. Les meetings se multiplient et les déclarations des uns et des autres s'enchaînent. Mais qui donne le ton ? Le Medef, le grand patronat !

Ce sont les idées patronales qui reviennent en boucle dans les interviews et débats. « Il y a trop d'impôts et de charges », « Pour réduire la dette, il faut baisser les dépenses sociales », « Le régime des retraites est intenable », « Il faut travailler plus » sont autant d'affirmations présentées comme des vérités indiscutables.

Tout est fait pour convaincre les travailleuses et les travailleurs qu'ils vont devoir faire des sacrifices, car il serait impossible de toucher au grand patronat et aux plus riches. Cela, c'est bien sûr la politique de Macron et du gouvernement, mais c'est aussi celle de la plupart des candidats à la présidentielle. Il ne faut pas marcher dans la propagande, les sacrifices doivent changer de camp.

Les travailleurs n'ont que trop payé !

Qui paye, en proportion, le plus d'impôts ? Pas les millionnaires, pas les actionnaires et riches spéculateurs, mais ceux qui n'ont que leur salaire, leur allocation ou leur retraite pour vivre et sont forcés, même quand ils gagnent très peu, de payer la TVA à chacune de leurs dépenses !

Qui croule sous les charges ? Pas les grandes entreprises, puisque les groupes du CAC 40 annoncent des profits en hausse de 40 % malgré les guerres, l'inflation et les rivalités internationales. En revanche, les charges explosent pour les classes populaires parce qu'on paye son loyer, son électricité, son gaz et son carburant toujours plus chers, alors que le salaire ne suit pas.

Il faudrait travailler plus ? Mais le grand patronat ne cesse de supprimer des emplois. Rien que dans les Yvelines, la direction de Stellantis a annoncé, en avril dernier, la fermeture de la dernière usine d'assemblage automobile de la région parisienne, à Poissy. Et la semaine dernière, celle de Renault a renoncé à l'investissement censé assurer un avenir au site de Flins, ce qui laisse craindre sa fermeture.

Comme les ouvriers de Stellantis ou de Renault, des dizaines de milliers de salariés doivent se battre contre le grand patronat pour tenter de sauver leur emploi qui est leur seul gagne-pain. Non, le patronat n'est certainement pas le créateur d'emplois qu'il prétend être, mais le plus grand fabricant de chômage.

Les profits doivent aller aux emplois, aux salaires, à nos conditions de vie

Où doivent aller les profits des entreprises, sinon aux travailleurs qui les ont sués ? En prenant sur les profits, bien sûr que l'on peut augmenter les salaires et assurer un Smic à 2200 € net.

En prenant sur les profits, il serait possible aussi, dans des groupes capitalistes comme Renault ou Stellantis, de répartir le travail entre tous leurs salariés et intérimaires, qui sont pris et jetés comme des kleenex. Il serait possible d'alléger les cadences et les horaires. L'objectif ne doit pas être de travailler plus, mais de travailler tous.

Les « dépenses sociales », nous dit-on, seraient devenues insupportables. Mais il s'agit de nos retraites, de notre accès à la santé, des aides à l'éducation de nos enfants, des allocations avec lesquelles on survit en cas de handicap, de longue maladie ou d'accident grave... Pour le patronat, ce sont des dépenses, mais pour nous, il s'agit de nos droits minimaux. Ces droits ne sont pas un cadeau mais le fruit de notre travail, et le progrès serait de les augmenter. Quand les profits engraisent des familles de milliardaires et d'héritiers comme les Peugeot, les Agnelli, les Arnault, les Mulliez, les Saadé, cela ne fait que rajouter des milliards à une montagne de milliards. Et surtout, cela renforce le pouvoir de la bourgeoisie sur toute la société.

Aux travailleurs de diriger, pas aux capitalistes !

Que fait cette bourgeoisie du pouvoir que lui confèrent ses capitaux ? Elle transforme l'économie en casino, exploite et pille les pays pauvres de la planète. Elle fait de la terre un monde invivable, où les catastrophes climatiques s'ajoutent aux guerres, alors que les moyens de faire progresser toute l'humanité n'ont jamais été aussi importants.

Il n'y a pas d'illusion à se faire. Concilier les intérêts des travailleurs et de la bourgeoisie est impossible. Sans lui rendre les coups qu'elle nous inflige et sans l'affronter vraiment, le monde du travail ne fera pas respecter son droit à une vie digne, et il sera impossible d'assurer un avenir à l'humanité. C'est pour affirmer cela que je suis une nouvelle fois candidate à la présidentielle. Le camp des travailleurs doit se faire entendre et contester aux capitalistes leur droit à diriger la société !

Nathalie ARTHAUD

Budget : des fuites révélatrices

À quelques semaines de la présentation des budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, une nouvelle piste a fuité dans la presse : il s'agirait d'augmenter les prélèvements sociaux sur l'intéressement, la participation et les abondements des entreprises aux plans d'épargne salariale.

Jusqu'à un milliard d'euros pourrait être ainsi récupéré pour la Sécurité sociale. Le gouvernement a rapidement démenti vouloir appliquer une telle mesure et même menacé de saisir la justice sur les conditions de la fuite. Pourtant, depuis cet été, les idées du même genre ne manquent pas. Un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), commandé par le gouvernement, propose 4,2-milliards d'euros d'économies sur

les aides aux familles. Ce serait par exemple réduire les allocations de davantage de foyers, supprimer les APL concernant 200 000 étudiants, ou la réduction d'impôt pour frais de scolarité, ou encore remplacer par un forfait la majoration de pension des parents de trois enfants. Bercy a aussi envisagé de ponctionner jusqu'à 2 milliards dans les caisses de l'Unédic.

Toutes ces pistes ne seront peut-être pas retenues, mais les laisser circuler permet de préparer les esprits et de tester les réactions. Lecornu a d'ailleurs expliqué préférer « cinquante petites décisions » à quelques grandes mesures qu'il juge plus difficiles à faire adopter par le Parlement.

Certaines de ces « petites décisions » sont déjà défendues par le gouvernement, et elles sont loin d'être petites pour ceux qui devront

les payer. Il envisage de ne plus indexer complètement sur l'inflation les pensions de retraite au-dessus d'un montant encore à déterminer. Dans la santé, il a mis sur la table une hausse des franchises et de nouveaux transferts de remboursements de la Sécurité sociale vers les mutuelles. Les premiers arbitrages du budget de l'État prévoient déjà 2,8-milliards d'euros de crédits en moins pour le travail et l'emploi.

Salaires, retraites, remboursements de soins, indemnisation du chômage, allocations ou services publics : le gouvernement cherche tout ce qu'il peut reprendre à la population laborieuse. Mises bout à bout, les « cinquante petites décisions » de Lecornu s'annoncent comme cinquante nuances d'une même attaque contre les classes populaires.

Nouvelle flambée des prix des carburants

Depuis le 1er septembre le prix du litre de l'essence a pris 5 centimes de plus. Celui du gasoil, 13 centimes.

En huit mois, ces deux carburants ont augmenté respectivement de 17 % et de 14 %.

Rien ne justifie ces hausses, si ce n'est la spéculation que se livrent les compagnies pétrolières et les boursicoteurs de tout poil.

Ces augmentations qui s'ajoutent à celles de l'alimentation, des loyers (+10 % en 5 ans), de la taxe foncière, etc. grevent un peu plus le budget des familles des classes populaires.

En comparaison, depuis janvier, le Smic mensuel brut est passé de 1823 € à 1867 € soit une augmentation de 1 % !

A ce rythme, les travailleurs devront faire le choix entre se nourrir, payer les factures ou se déplacer...

Alors que ceux-ci se serrent la ceinture un peu plus chaque jour, les profits des capitalistes explosent, en l'occurrence TotalEnergies qui a engrangé 10 milliards d'euros de bénéfices en six mois... sur fond de guerre au Moyen-Orient qui sert de

prétexte à toutes ces augmentations.

L'argent existe donc pour augmenter les salaires et les pensions. Il faut le prendre dans la poche des actionnaires des grands groupes capitalistes !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE CARRÉ CATHÉDRALE SAINT-DENIS

SAMEDI 26 SEPTEMBRE de 16H30 à 18H00

SAMEDI 10 OCTOBRE de 16H30 à 18H00

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Arrêts maladie : une offensive sans arrêt

Le gouvernement continue à s'en prendre à la santé des travailleurs avec un décret sur les arrêts maladie qui devrait s'appliquer à partir du 1er octobre.

Ce décret prévoit de réduire de trois ans à douze mois la durée maximale des arrêts de travail pour une partie des affections longue durée (ALD), comme la dépression ou les troubles musculo-squelettiques (TMS).

Comme le gouvernement n'est jamais avare de mesquinerie, cela s'appliquera non seulement aux arrêts prescrits à partir du 1er octobre mais aussi à ceux déjà en cours, s'ils ont moins de six mois à cette date.

Pour justifier cette attaque, le gouvernement utilise comme d'habi-

tude la rengaine mensongère disant qu'il y aurait « trop d'abus » et que le nombre d'arrêts maladie indemnisés aurait augmenté de 10 % depuis 2019. Ce chiffre pourtant ne prouve qu'une chose : le travail dans la société capitaliste détruit, mutile et abîme de plus en plus.

L'explosion de la charge de travail dans les ateliers et dans les bureaux fait que les troubles musculo-squelettiques et les burn-out ont augmenté cette année respectivement de 6,6% et 9%, d'après les chiffres mêmes de l'Assurance maladie ! Quant aux différents reculs de l'âge de départ à la retraite, ils n'ont fait qu'aggraver cette situation : sans surprise, c'est dans la catégorie des plus de 60 ans que les arrêts sont les plus importants.

Pire encore, les chiffres officiels

sont complètement en dessous de la réalité. Un grand nombre de travailleurs malades ne se met plus en arrêt depuis la généralisation des trois jours de carence. De plus, bien souvent, les patrons font tout pour empêcher les travailleurs de déclarer leur accident de travail afin de ne pas payer de pénalités à la Sécurité sociale. Quant aux cancers dus au travail, un peu plus de 1 800 sont officiellement reconnus chaque année par l'Assurance maladie alors que, d'après un rapport récent du ministère de la Santé, leur nombre serait compris entre 14 000 et 30 000 nouveaux cas par an et que, selon certains chercheurs, il s'approcherait plutôt de 80 000 !

Concernant les arrêts de travail, les abus proviennent uniquement du patronat et de l'État.

Loi contre les violences sexuelles : les élus se hâtent lentement

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés lundi 7 septembre dans différentes villes de France, jour où débutait l'examen de la « loi intégrale » à l'Assemblée nationale, dont le but annoncé est de protéger les enfants et les femmes victimes de violences sexuelles.

Il aura fallu le viol et le meurtre de la jeune Lyhanna, qui auraient pu être évités si la plainte déposée avait été prise en compte en temps voulu, pour que, dans tous les rouages du gouvernement, les hommes et femmes de pouvoir commencent à se pencher sur ces crimes.

Cela ne s'est pourtant pas fait spontanément, seules les pressions renouvelées de manifestants, révoltés par la désinvolture et l'incurie des responsables de différentes institutions, les ont poussés à s'en préoccuper. Ainsi est né le projet mené par des associations féministes d'une « loi intégrale », regroupant tous les aspects et la chaîne de personnes liés à ces violences : prévention, police, justice, éducation, aide aux victimes, etc.

C'est ce projet, comptant 69 articles, que les députés commencent à



examiner. Combien de temps va-t-il falloir pour que, passant de l'Assemblée au Sénat après avoir navigué dans diverses commissions, la loi soit promulguée ? Il faudra « *le temps nécessaire pour examiner le budget* », a déclaré Aurore Bergé, la ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, en tout cas « *avant la fin du quinquennat* ».

Il reste à savoir quel budget sera accordé à cette loi qui, si elle est adoptée, couvrira un vaste domaine en personnel, spécialistes, locaux, institutions, pour permettre à la fois d'empêcher le plus possible que des brutes s'en prennent aux enfants et aux femmes, et aux victimes d'être

prises en charge pour qu'elles puissent mener une vie sans crainte. Les associations ont estimé à 3 milliards d'euros annuels le budget qui serait nécessaire si cette loi était appliquée. Outre le fait que cela paraît bien faible eu égard à tous les besoins, le gouvernement n'a pas attribué beaucoup d'argent à aider les plus faibles. Ainsi, à l'heure actuelle, il ne consacre que 12,7 millions par an à la lutte contre les violences sexuelles, soit 0,003 % du budget de l'État, équivalent à une quinzaine d'appartements parisiens des beaux quartiers. On est loin des 3 milliards !

Agriculture : le gouvernement arrose les gros

Vendredi 4 septembre, la ministre Annie Genevard a annoncé un plan d'un milliard d'euros pour l'agriculture. À peine connu, ce plan est déjà critiqué de toutes parts.

La principale inquiétude à la sortie de l'été est, en métropole, le manque de fourrage. En effet, du fait des prairies desséchées, les éleveurs ont souvent dû entamer les réserves prévues pour l'hiver prochain. La récolte du maïs destiné à nourrir les animaux a souvent commencé avec un mois d'avance. La baisse des rendements est estimée entre 15 et 30 %.

Bon nombre d'agriculteurs se demandent comment ils vont pouvoir nourrir tous leurs animaux. Certains vont devoir en vendre une partie. Pour d'autres, qui étaient déjà en difficulté, c'est le coup de trop et ils se posent la question d'arrêter l'élevage ou même de vendre leur exploitation.

Les mesures annoncées par le gouvernement ne changeront rien pour ces petites exploitations qui sont menacées aujourd'hui. Le gouvernement prévoit 500 millions d'euros pour indemniser les pertes. Mais le dispositif sera plus favorable aux exploitants qui ont souscrit une « assurance récolte », ce qui ne



Tomates brûlées dans les Alpes-Maritimes

concerne que 20 % d'entre eux.

Une baisse de la taxe foncière de 330 millions d'euros favorisera les plus gros agriculteurs car cette aide sera proportionnelle aux hectares détenus et réservée à ceux qui sont propriétaires de leurs terres, alors qu'aujourd'hui plus de 60 % des terres sont exploitées en location. De la même manière, l'allègement de cotisations à la Mutualité sociale agricole (MSA) concernera en premier lieu ceux qui dégagent déjà beaucoup de bénéfices.

La FNSEA, qui est le principal syndicat de patrons agricoles, et la Coordination rurale, proche de l'extrême droite, réclament des aides en proportion des pertes de chiffre d'affaires, qu'ils estiment à 10 milliards d'euros, ce qui favoriserait directe-

ment les agriculteurs à la tête des plus grosses structures.

Face à la crise, le gouvernement et des syndicalistes agricoles appellent les consommateurs, autrement dit les travailleurs et les classes populaires, à faire preuve de « solidarité », en payant leur alimentation plus cher. Mais les prix des fruits et légumes ont déjà augmenté de 13 % pendant l'été. Depuis des années, les patrons de la transformation et de la grande distribution ont augmenté leurs marges au détriment des producteurs et des consommateurs. Il faut que ce soit ces grands patrons, ainsi que ceux des banques, qui mettent la main à la poche pour assurer un revenu correct aux agriculteurs et de quoi faire face à la crise actuelle.

Mandon au Medef : qui veut le profit prépare la guerre

L'offre de service au grand patronat de sept candidats à l'élection présidentielle, le 27 août à l'université du Medef, en a occulté une autre, tout aussi consensuelle, qui s'était déroulée la veille : celle de Thierry Mandon, chef d'état-major des armées.

Sous l'œil ravi de Trappier, le PDG de Dassault, le général a dit la confiance qu'il met dans l'industrie française pour être au rendez-vous d'une guerre généralisée, qu'il annonce pour la fin de la décennie. Les armes les plus performantes, les hommes les plus compétents, les entreprises les plus productives ne

sont-ils pas l'apanage de la France éternelle ?

Mandon est tombé d'accord avec les représentants du grand patronat sur le fait que l'État impose encore trop de normes aux industriels et que ces derniers doivent être libérés de toute entrave. Il leur a simplement demandé de bien vouloir comprendre les besoins du nombreux corps de réservistes et donc de libérer les hommes le temps de leurs périodes militaires.

Le PDG de Dassault, au nom de tous ses confrères, a assuré le général du fait que les « entreprises sont patriotes derrière leur armée ». Elles

le peuvent en effet, le budget militaire a doublé, les commandes explosent et les bénéfices de Dassault, Thales, MDBA, Airbus, DCNS et tous leurs collègues marchands d'armes sont rutilants. Ils suffiraient à rénover toutes les écoles et à équiper toutes les casernes de pompiers...

Quant à ceux qui n'ont que leur vie à donner à l'ogre militariste et qui évidemment ne fréquentent pas le Medef, Mandon les avait déjà prévenus au Congrès des maires de novembre 2025 : ils doivent être prêts à sacrifier leurs enfants.

Bardella - Farage : à raciste, raciste et demi

Vendredi 4 septembre, Bardella a fait étape en Grande-Bretagne dans le cadre d'une tournée européenne destinée à cultiver son image de futur Premier ministre en cas de victoire de Marine Le Pen à la présidentielle de 2027.

Bardella a pris la parole au congrès du parti d'extrême droite

probrexit Reform UK et s'est affiché aux côtés de son dirigeant, le britannique Nigel Farage. Les deux hommes ont en commun de spéculer sur la même haine des immigrés, utilisés auprès des électeurs comme des boucs émissaires, responsables de tous les maux. Mais la solidarité entre démagogues nationalistes a des limites, et Bardella en a fait les frais,

roulé par plus malin que lui. En effet, le président du RN a signé avec Farage un « protocole d'accord » prévoyant notamment le renvoi vers la France de migrants interceptés dans les eaux britanniques. Alors que la campagne présidentielle est lancée en France, plusieurs concurrents du RN y ont vu immédiatement une occasion de doubler Bardella sur sa droite. Ainsi Edouard Philippe et Gabriel Attal ont dénoncé pour l'un sa « soumission aux intérêts anglais », pour l'autre sa « faiblesse indigne ».

Tout cela apparaît comme bien dérisoire, mais ne prête pas à rire. Quand ces bonimenteurs font mine de s'affronter sur le terrain de la « lutte contre l'immigration », chacun contribue à répandre dans la population le poison du racisme. Ils préparent ainsi le terrain pour aggraver les politiques répressives à l'encontre de milliers de femmes et d'hommes dont le seul tort est de vouloir fuir la misère et les guerres.



Roussel 2027 : parler aux travailleurs, mais de quoi ?

Dimanche 6 septembre, les militants du PCF se sont prononcés pour une candidature de leur parti à l'élection présidentielle en la personne de leur dirigeant national, Fabien Roussel.

La question posée aux militants, et que certains posent encore, est celle de l'utilité d'une candidature du PCF. À cela, Fabien Roussel et la majorité des militants répondent que le PCF ne va pas diviser la gauche mais, au contraire, augmenter son influence, en affirmant qu'il faut s'adresser aux travailleurs qui ne votent plus et à ceux qui se fourvoient en votant RN, sous-entendant assez justement que ce n'est pas ce que fait LFI.

Ce langage ne peut qu'aller droit au cœur des militants des villes ouvrières où le PCF était naguère influent voire majoritaire, mais où les habitants des cités populaires ne

vont plus voter, quand ils ne votent pas à l'extrême droite. Il touchera aussi les militants ouvriers des usines de ces mêmes villes et régions qui entendent jour après jour certains de leurs collègues de travail évoluer vers le vote Le Pen et, de plus en plus, s'en faire les propagandistes. C'est, en effet, pour l'ensemble des militants ouvriers, une nécessité urgente que de travailler à reconquérir le terrain perdu devant la montée de l'indifférence et des idées réactionnaires, qui ne se bornent pas d'ailleurs aux sornettes lepenistes.

Mais le moins qu'on puisse dire est que la direction du PCF n'aide pas les militants dans cette direction. Au contraire, elle propose de recommencer la même politique, avec le même vocabulaire, les mêmes illusions et la même perspective purement électorale qui ont été bien incapables d'arrêter la démoralisation et la croissance du RN en terre

ouvrière, quand ils ne les ont pas suscitées. Par exemple, Roussel et ses porte-parole disent d'avance que les voix nouvelles qu'ils comptent conquérir se reporteront automatiquement au deuxième tour pour faire barrage à Le Pen, quitte à faire voter pour des ennemis des travailleurs. Sans compter que les discours, les écrits de la direction du PCF sont infectés par le poison patriotique, qui revient à appeler les opprimés à se ranger derrière l'État et la classe dominante.

Alors, « reconquérir les travailleurs » ? mais avec quel programme ? Dans la situation actuelle, plus que jamais, on ne peut s'adresser utilement aux travailleurs que sur la base des idées de la lutte de classe révolutionnaire.

Sur BFM : exploitateur et fier de l'être

Chaque jeudi soir, l'émission de débats « Le Forum » de BFM-TV donne la parole aux défenseurs d'un monde où les patrons créent les richesses et sont prêts, par pure bonté d'âme, à offrir des emplois aux travailleurs.

Ainsi, jeudi 3 septembre, sur le thème « les riches font-ils assez pour le pays », on a eu droit aux déclarations de Paolo Rotelli, héritier du plus grand groupe de santé privée d'Italie, le groupe San Donato, qui a abandonné la cravate et la direction de l'entreprise pour les chaînes en or et la vie de rappeur en France. Sous les noms de Mc Pao et Tractolabel, il produit désormais des paroles aussi lourdes que réactionnaires. Il a cependant conservé son arrogance et

son mépris d'héritier capitaliste et en a fait étalage, expliquant que ce sont les milliardaires qui font tourner le monde et que lorsqu'il dépense 200 000 euros en une soirée dans un grand restaurant parisien, il fait quasiment du social, puisqu'il paie de la TVA et finance ainsi l'équivalent de 80 RSA.

Contrairement à ce qu'il prétend, la fortune de Rotelli ne doit pas grand-chose à sa « vision » mais beaucoup au travail des dizaines de milliers de soignants, dont les salaires sont encore moins élevés que ceux des travailleurs du public, ce qui n'est pas peu dire ! Comme tout groupe d'hôpitaux privés conventionnés, San Donato vit largement du pillage des caisses de l'État, à travers les conventions passées avec

celui-ci. Le groupe a d'ailleurs fait parler de lui en 2022, en arrosant tous les partis susceptibles de former le prochain gouvernement d'un don de 30 000 euros chacun. Un investissement payant, puisque le secteur privé prospère largement sur les fonds publics.

Jean-Pierre Mercier, ouvrier de l'automobile et porte-parole de Lutte ouvrière, était également sur le plateau de cette émission et a pu répondre à ce défenseur inconditionnel du capitalisme : « *Le travail rapporte, et vous a d'ailleurs rapporté beaucoup. Vous êtes passé de 200 millions à 1,2 milliard. Vous avez hérité, en fait vous n'avez rien fait* ». Tout était dit.

Quand l'UFR prêche la collaboration de classe avec le Medef

À l'approche de la présidentielle, le Medef Réunion s'est exprimé par la bouche de sa présidente, Kathy Hoarau, sur l'orientation qu'elle souhaitait faire prendre à l'économie réunionnaise.

Invitée dans la matinale de Réunion la Première, elle a déclaré refuser que « Paris » décide de ce qui doit être produit et développé à La Réunion. Les Réunionnais, dit-elle, doivent choisir leur avenir et viser à produire localement pour être économiquement autonomes.

Mais au vu de « *la situation économique dégradée de La Réunion* », elle revendique auprès des candidats à la présidentielle « *le maintien des dispositifs permettant aux entreprises réunionnaises de rester dans le jeu, puis une loi d'orientation et de programmation donnant un cadre stable au développement* ».

Le message du Medef est clair et n'a pas changé : quand il parle de Réunion ou de Réunionnais, il ne parle exclusivement que des intérêts des patrons réunionnais. Ces patrons, qui ont toujours pris leurs décisions sans en référer aux

travailleurs ni à la population et qui ne visent qu'à faire le maximum de profits en payant leurs salariés au minimum, réclament de l'État français qu'il continue à leur accorder toutes les aides et exonérations sociales et fiscales généreusement obtenues sous tous les gouvernements précédents. De cela ils veulent bien de Paris !

Ces déclarations de la représentante patronale ont fait réagir la présidente de l'UFR (l'Union des Femmes Réunionnaise – organisation dirigée par Huguette Bello pendant des années et proche du PCR, puis du PLR) qui, en retour, a adressé une « lettre ouverte » à la présidente du Medef.

Reprenant les mots employés par cette dernière sur « la prospérité partagée », l'UFR répond qu'elle aussi se situe sur le terrain de l'autonomie économique, que « *plus de valeur doit être produite sur notre territoire* » et que « *La Réunion doit pleinement assumer sa position géographique et renforcer ses échanges économiques et humains avec les pays de la région* ».

Tout cela pour conclure que « *Entreprises, salariés, organisa-*

tions syndicales, collectivités et université ensemble doivent participer à la définition de notre trajectoire », et en émettant quelques timides doléances.

À propos des salaires, l'UFR souhaite que le discours du Medef sur « *la compétitivité ne soit pas un discours contre les salaires* », et que « *la compétitivité ne soit pas l'autre nom donné à la précarité, ni une justification au maintien des inégalités entre femmes et hommes* ». Autant demander à un bœuf de donner du lait !

À la « lettre ouverte » de la présidente de l'UFR, la présidente du Medef lui a répondu que « *Cette main tendue, je souhaite la saisir* » et de l'inviter à une « *rencontre pour poursuivre cet échange* ».

Les amabilités échangées entre la représentante des patrons et la dirigeante de l'UFR montrent surtout la complicité de cette dernière avec la première. L'UFR, comme le PLR et le PCR prônent depuis tout temps la collaboration ouverte avec le patronat. Le slogan du dirigeant du PCR, Paul Vergès, n'était-il pas « L'Union des Réunionnais ». Cette politique consiste en fait à mettre les tra-

vailleurs de La Réunion à la remorque de leurs exploiters.

En tout cas, le comportement réel et quotidien des patrons vis à vis de leurs salariés est à l'extrême opposé de ce tableau idyllique présenté par l'UFR et la présidente du Medef où patrons et salariés travailleraient main dans la main, où les intérêts

des salariés seraient respectés.

Le quotidien vécu par les salariés de La Réunion, c'est plutôt « Bosses et tais-toi ! » et « Si tu n'es pas content, la porte est ouverte ! ». Les salariés de La Réunion, comme partout ailleurs dans le monde, n'ont aucun droit de regard sur les comptes des entreprises, sur leur fonctionne-

ment ou leur gestion. La démocratie n'existe pas dans les entreprises, c'est la dictature de leurs propriétaires, des cadences infernales et de la recherche du profit.

Les intérêts des travailleurs et des patrons sont opposés. Loin du conte de fée entretenu par le Medef et l'UFR !

Les étudiants étrangers discriminés

Les étudiants venant de pays hors Union européenne subissent des mesures qui aggravent énormément leur précarité.

Suite à des mobilisations étudiantes, un décret de 2019 imposant des droits d'inscription exorbitants à ceux de nationalités extra-européennes n'avait pas été appliqué dans nombre d'universités. Mais en cette rentrée, toutes les universités

sont tenues de taxer ainsi 90 % des étudiants étrangers, par exemple 2 902 euros pour une inscription en licence, seize fois plus que pour ceux de nationalités européennes ! Il s'y ajoute l'augmentation du coût du titre de séjour étudiant, le passage de 615 à 877,50 euros par mois des ressources à justifier pour venir étudier en France. De plus, la suppression des APL depuis le 1er juillet fait perdre entre 100 et 250 euros

par mois aux étudiants étrangers non boursiers.

Certaines universités prennent sur leur budget pour ne pas taxer malgré tout certains étudiants étrangers. Reste que, globalement, l'objectif est de faire des économies sur le dos des étudiants, mais aussi d'aller dans le sens du Rassemblement national et de sa démagogie xénophobe.

Patrons de la grande distribution : pressurer toujours plus les travailleurs, voilà leur « métier » !

OT



Malgré les injonctions répétées des syndicats de salariés au patronat de la grande distribution de respecter l'arrêté préfectoral de 1966 régissant le repos hebdomadaire, ils s'obstinent à vouloir faire travailler leurs salariés sur ce temps de répit. Certains ont déjà été condamnés par les tribunaux pour avoir enfreint la législation. Mettre la population et leurs travailleurs devant le fait accompli, c'est leur façon à eux d'imposer leur propre loi, celle du profit maximum en faisant tourner leurs boutiques 7 jours sur 7.

Ils n'ont pas, jusqu'à présent, réussi leur coup et seront obligés, à partir du 1er octobre prochain de ne faire travailler leurs salariés qu'à partir de midi le lundi et de n'ouvrir leurs magasins qu'à partir de 14 heures. Ils l'ont mauvaise, car ce qu'ils auraient voulu, c'est pouvoir réquisitionner un certain nombre de leurs salariés avant midi de façon à ouvrir à midi pile.

Pour ces capitalistes à qui seul le profit importe, c'est deux heures de vente hebdomadaires en moins. Ils s'en étranglent et menacent à présent de supprimer 300 emplois, soit 5 % de leurs effectifs, à commencer par les jeunes entrant sur le marché du travail et les salariés à temps partiel (essentiellement des femmes).

Ils envisagent aussi dans certains magasins d'imposer aux salariés des modifications substantielles de leurs horaires de travail en venant travailler de nuit pour préparer les zones promotionnelles.

Au lieu de s'en prendre aux salariés, que patrons et gros actionnaires

de la grande distribution prennent donc sur leurs profits qui n'arrêtent pas d'augmenter !



Réservez vos places auprès de nos militants...

ATSEM, surveillantes, employées communales : assez de souffrance au travail !

La décision du gouvernement de réduire fortement son financement des PEC, comme sa politique générale de diminution de ses dotations financières aux communes, a impacté fortement et négativement les conditions de reprise de l'enseignement dans les écoles maternelles.

Une commune comme Saint-Denis pouvait compter sur quelques 800 contrats aidés au début des années 2000. Ce chiffre est tombé à 560 en 2025 et à une centaine seulement pour la dernière rentrée scolaire de septembre.

Avec une telle chute des effectifs d'encadrants, les marmailles se retrouvent souvent livrés à eux-mêmes, leur sécurité fragilisée, les Atsem sont débordées et les enseignants privés du soutien des précédentes.

Quant au travail à effectuer pour les Atsem et autres employées communales, il reste le même, mais est



dorénavant effectué avec moins de bras. Les répercussions sur la santé de ces travailleuses sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus graves et irréversibles.

Les cadences de travail ne cessent d'augmenter. Dans une école de Sainte Suzanne où 570 repas sont servis chaque jour en l'espace d'une heure et demie, c'est la course pour les 5 employées chargées de distri-

buer les plateaux, avec à la clé un épuisement total et des troubles musculo-squelettiques rendant certains gestes particulièrement douloureux.

Cependant les dirigeants de la commune, au lieu de protéger la santé de ces salariées, redoublent leurs pressions sur elles les obligeant à travailler malgré que certaines soient en restrictions médicales ou bénéficient de la RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé).

Sans ces travailleuses rien ne peut fonctionner correctement. Il faut que par leur union et leur détermination collective elles fassent comprendre aux maires et au-delà à Macron et à son gouvernement que la situation a assez duré et qu'il va falloir mettre à leur disposition les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution normale de leur travail !

DANS LES ENTREPRISES

PNC de French Bee en grève : assez de salaires soldés et de plannings irréguliers !

Les personnels navigants commerciaux (PNC) de la compagnie aérienne French Bee sont en grève. Ils se battent pour de meilleurs salaires et contre les plannings instables, et modifiés au dernier moment, sources de fatigue. Ils revendiquent une augmentation de salaire de 10 %. Les hôtesses de l'air chez French Bee sont payées pour le même travail 15 % de moins et les chefs de cabine 27 % de moins que

leurs collègues effectuant le même travail chez Air Caraïbes, alors que les deux compagnies appartiennent à la même famille de capitalistes, Dubreuil.

Au bout d'une semaine de grève, la direction de French Bee se refusant à toute concession, les grévistes reconduisaient leur grève jusqu'au 6 septembre, jour où ils ont décidé de reprendre le travail, leur direction se disant prête « à reprendre le dia-

logue » et à engager des négociations sur leurs revendications sur une période de quatre semaines.

Rien n'est réglé donc pour l'instant, mais les agents PNC de French Bee ont montré à leurs patrons qu'ils étaient capables de se mobiliser collectivement et de les mettre à nouveau en difficulté si d'aventure ils ne leur lâchaient rien de concret d'ici un mois.

À propos du groupe Dubreuil

Il porte le nom de son créateur, un patron exerçant dans la distribution de carburants et le commerce alimentaire et qui a ensuite racheté l'enseigne Hyper U. Avec l'argent accumulé, il se lance dans la création d'une petite compagnie aérienne ré-

gionale vendéenne, puis d'Air Caraïbes. Ses rejets sont à présent à la tête d'un groupe employant plus de 6000 employés. French Bee dessert, outre les Outre-Mer, tous les États-Unis, le Canada et la Polynésie. Son bénéfice net augmente

chaque année d'au moins 10 % et la famille Dubreuil est à la tête d'une fortune de 500 millions d'euros.

De quoi satisfaire largement les revendications des grévistes de French Bee !

Le ras-le-bol accumulé à la cuisine centrale de Saint-Benoît s'exprime... par la grève !

Les travailleurs de la cuisine centrale du lycée Jean-Claude Fruteau de Saint-Benoît sont entrés en grève mercredi 9 septembre.

Suite à la fermeture de celle du lycée Mahatma Ghandi de Saint-André en août 2023, la production de repas de ce dernier a été transférée pour partie à celle de Saint-Benoît, pour le reste à celle du lycée Marguerite Jauzelon de Bellepierre. Mais la conséquence, c'est qu'à Saint-Benoît les travailleurs se re-

trouvent à produire 6500 repas quotidiens au lieu de 4500 à 5000 précédemment.

Cette situation devait être provisoire et s'arrêter au bout de 18 à 24 mois, mais c'est un provisoire qui dure sans que la surcharge de travail de 15 à 25 % soit compensée par des embauches. Au contraire les agents en arrêt maladie n'ont pas été remplacés et le sur-travail n'a même pas été valorisé financièrement. Par-dessus le marché un certain nombre d'équipements complètement obso- lètes compliquent le travail. Quant à

la Région qui a la responsabilité de la gestion des lycées, elle fait la sourde oreille depuis trop longtemps et joue la montre.

Pour ces travailleurs, la « plaisanterie » a assez duré. En déclenchant la grève ils ont sifflé la fin de la partie et il va falloir que nos bureaucrates de la Région trouvent l'argent nécessaire pour répondre à leurs attentes. Et de l'argent, elle en a... quand il s'agit des patrons ! Alors pour les travailleurs, ça va être la même chose !

DANS LE MONDE

ITALIE

Meloni, un bon bilan... pour le patronat

Vendredi 4 septembre, Giorgia Meloni a mis en scène l'autocélébration de son gouvernement. Elle a mis l'accent sur la longévité exceptionnelle de son pouvoir : 1 413 jours, un record depuis l'instauration de la République italienne, en 1946.

Son discours visait à lancer la campagne de son parti, Frères d'Italie, en vue des élections législatives de 2027. « *Les communistes et les migrants sont la gangrène de l'Italie* », « *Gouvernement plus stable, Italie plus forte* », pouvait-on lire sur les affiches du meeting.

Pour les milieux d'affaires, les investisseurs et les grandes entreprises, qui applaudissent des deux mains le gouvernement Meloni, « la stabilité et la force » sont en effet au rendez-vous. Dès son arrivée au pouvoir, la dirigeante d'extrême droite, héritière du néofascisme italien, a montré qu'elle était au service du grand patronat. Abandonnant toutes les déclarations démagogiques

sur la défense des intérêts du « petit peuple », Meloni a tout de suite revêtu son costume de reine de l'austérité et de la rigueur budgétaire. L'opposante farouche aux « diktats » de l'Union européenne s'est transformée en garante de la maîtrise du déficit, ce qui lui a valu un prêt de 122 milliards d'euros et plus de 71 milliards de subventions de la part de l'Union européenne, dont les grands groupes italiens ont évidemment pu profiter. C'en était fini de toutes les promesses « sociales ». Sur les retraites par exemple, contrairement à ce que Frères d'Italie mettait en avant, le gouvernement Meloni n'est pas revenu sur le recul de l'âge de départ et a même supprimé une mesure qui aurait permis aux travailleuses de partir plus tôt, bien qu'avec une pension inférieure.

Quant aux dépenses de l'État, Meloni a annoncé l'augmentation des dépenses militaires en même temps que l'amputation des dépenses sociales de 7,5 milliards d'euros. Les plans de licenciement

se succèdent dans les grandes entreprises, tandis que se multiplient les emplois précaires et sous-payés, que de nombreux travailleurs, en particulier parmi les plus de 60 ans, sont contraints d'accepter. Les statistiques des accidents du travail établissent d'ailleurs un record de morts pour l'année 2025, qui touche particulièrement les travailleurs immigrés du bâtiment, de l'agriculture et de la logistique, et aussi ceux âgés de plus de 60 ans. Quant aux salaires, Meloni opposait au salaire minimum, qui n'existe pas en Italie, le « salaire juste ». Les travailleurs d'Italie, dont les salaires sont parmi les plus bas d'Europe occidentale.

Au bout de quatre ans de pouvoir, la Le Pen italienne a fait la démonstration que son gouvernement méritait bien, comme tous les autres, la confiance du grand patronat.

Dangereuse montée de l'extrême droite

Petit Land de l'ancienne Allemagne de l'Est, la Saxe-Anhalt compte environ 2,1 millions d'habitants. Les résultats des élections régionales du 6 septembre dépassent largement ses frontières : en obtenant 44 % des suffrages, le parti d'extrême droite AfD a plus que doublé son score de 2021 et frôle la majorité absolue au Parlement régional.

Aucun des autres partis représentés au Landtag n'entend officiellement former une coalition avec l'AFD. Mais le BSW (Bündnis Sahra Wagenknecht), scission de Die Linke aux positions proches de celles de l'AFD sur l'immigration, obtient un peu plus de 5 % et pourrait se placer en arbitre.

Le succès du candidat de l'AFD, Ulrich Siegmund, tient aussi à un marketing habile : présence permanente sur les réseaux sociaux, selfies

avec les électeurs, kermesses, petits cadeaux et produits dérivés à son effigie. Il cultive une image de « type normal », qui contraste avec la radicalité de son programme.

Car, derrière le marketing, Siegmund prône des mesures violentes contre les migrants, dans un discours assimilant immigration et criminalité, des « *milices citoyennes* », des attaques contre les programmes scolaires et les enseignants « *trop à gauche* », une hostilité aux droits des personnes LGBT, la remise en cause du droit à l'avortement et la dénonciation d'une justice prétendument laxiste. Siegmund a participé en 2023 à la réunion secrète de Potsdam au cours de laquelle l'extrême droite avait discuté du projet de « *remigration* », c'est-à-dire l'expulsion de migrants ainsi que de citoyens allemands d'origine étrangère.

Le succès de l'AFD vient aussi du dégoût des partis traditionnels. Si Merz est devenu en un temps record le plus détesté des chanceliers, c'est que son gouvernement mène une série d'attaques sans précédent contre les conditions de vie et de travail des couches populaires : santé, retraites, chômage, temps de travail, destruction de services utiles à la population, tout y passe, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat et d'inquiétude profonde quant à l'avenir.

Faire reculer l'extrême-droite, en Allemagne comme ailleurs, n'est possible que sur le terrain de la lutte de classe, si la classe ouvrière reprend l'offensive contre la classe capitaliste et tous les politiciens à son service. Défendre cette perspective est la seule option pour les militants inquiets de cette dangereuse évolution.

UKRAINE

Quelle désescalade ?

Samedi 5 et dimanche 6 septembre, des envoyés de Trump se sont rendus à Moscou et à Kiev, pour s'entretenir avec Poutine, puis Zelensky.

Ces émissaires devaient discuter des moyens de mettre fin à la guerre, ont déclaré les trois parties, mais sans qu'aucune ne précise la teneur des propositions avancées.

En fait, les élections de mi-mandat aux États-Unis approchent. Or elles se présentent mal pour Trump, qui cherche donc un ou deux succès dont il puisse se targuer. Un semblant d'avancée sur le front russo-ukrainien pourrait le tirer d'embaras.

L'impérialisme américain n'est pas mécontent d'avoir, à la faveur de cette guerre, affaibli la Russie, un pays qui a les moyens de ne pas se plier à ses diktats. Mais il ne vou-

draît pas aller trop loin, car il a besoin de la Russie pour maintenir l'ordre dans l'immense espace ex-soviétique. En outre, apaiser les tensions avec elle redonnerait du souffle aux affaires des grands groupes américains, dans la région. Le conflit perturbe en effet l'exploitation et l'exportation de matières premières, de métaux stratégiques, de productions agricoles...

L'ennui, pour Washington et ses trusts, est que le régime russe et son homologue ukrainien ne sont pas pressés de voir la guerre se terminer.

Certes, son coût pèse chaque jour un peu plus sur chacun des deux pays. Leurs villes sont frappées, leur économie est mise à mal par les bombardements, leur population est lasse d'une guerre qu'elle n'a pas voulue et des sacrifices humains et matériels que ses gouvernants exigent. Et l'on voit, en Ukraine et

maintenant en Russie, qu'elle s'oppose, activement parfois, à la chasse à toujours plus de chair à canon pour la boucherie du front.

Mais les cliques au pouvoir, tant à Moscou qu'à Kiev, ont placé leur action sous le signe de la « lutte jusqu'à la victoire » quoi qu'il en coûte. Poutine et Zelensky savent qu'il serait politiquement suicidaire pour eux, en l'état, de soutenir un cessez-le-feu décidé sous l'égide de Washington. Même bien maquillé, il impliquerait des concessions notamment territoriales et aurait donc l'air d'une victoire incomplète, sinon d'une défaite, dont voudraient se servir les rivaux de Poutine ou de Zelensky.

Alors, la sanglante fuite en avant se poursuit. Dirigeants et diplomates peuvent discuter d'une « sortie de conflit », comme ils disent, cela n'y change rien.

Grève à l'ARS

Après une semaine de grève des travailleurs de l'ARS de Mayotte ont obtenu le départ du secrétaire général de l'agence, la principale revendication de leur mouvement.

Mobilisés depuis le 27 août, les agents de l'ARS, protestaient contre le comportement autoritaire et méprisant de leur patron, sa gestion budgétaire qui a conduit, selon eux, à un déficit de trois millions d'euros pour l'agence et qui s'est traduite par

des suppressions de postes et une surcharge de travail sans que les moyens suivent, alors que Mayotte connaît un contexte sanitaire critique avec un risque de contagion au virus Ebola, des cas de paludisme, entre autre. Une situation loin d'inquiéter la ministre de la Santé en visite à Mayotte au moment de la grève, qui a déclaré « *qu'on ne peut pas faire plus* ».

Mercredi 2 septembre un accord a été trouvé. Les travailleurs de l'ARS ont obtenu le départ du

secrétaire général en poste depuis 2024, 500 euros au mois de décembre au titre de la révision du complément indemnitaire annuel (CIA). Les grévistes qui réclamaient aussi une égalité de traitement entre les agents et l'augmentation du taux d'indexation, ont obtenu le réexamen du déroulement des carrières depuis 2018 à ce jour.

La lutte des travailleurs a payé !

La santé des enfants, une priorité ou non ?

Dans un communiqué daté du 31 août 2026, le président de la Caisse des Écoles annonce le report « *pour des raisons indépendantes de sa volonté* » de la distribution des collations destinées aux élèves de la Commune de Mamoudzou. La raison non avouée de cette interruption serait, selon la presse, que le prestataire n'aurait pas été payé depuis des mois. En attendant donc « la distribution des collations scolaires est reportée à une date

ultérieure » non précisée.

La collation soit le matin soit l'après-midi, (un morceau de pain, un fruit, un biscuit) constitue un apport non négligeable pour beaucoup d'enfants quand les familles populaires mangent essentiellement du riz, quelquefois assaisonné avec un peu de viande, et que fruits et légumes frais sont quasiment du luxe. Il n'est pas rare d'entendre les enfants, dont les

parents n'ont pas les moyens de glisser même un paquet de biscuits dans leur sac, se plaindre d'avoir faim à l'école.

Cela témoigne de la défaillance de l'État et des collectivités territoriales. Sans compter que, partout dans l'île, certains établissements ne sont toujours pas ouverts ou rencontrent des difficultés de reconstruction et d'accueil des élèves.

L'avenir naufragé, promesse du capitalisme

Le 9 septembre, une trentaine de migrants originaires de la République Démocratique du Congo ont été conduits depuis la côte est de l'Afrique vers l'île comorienne de Mohéli sur un Kwasa-Kwasa alors qu'ils pensaient pouvoir être acheminés vers l'île française de Mayotte. Arrivé à quelques encablures dudit territoire, ils ont été jetés à la mer par leurs passeurs et ont dû rejoindre le rivage à la nage. Mais cette épreuve a dépassé les forces d'une femme et de son enfant qui se sont noyés et y ont perdu la vie.

Depuis des années, des milliers d'Africains de la région des Grands Lacs fuient la misère et les guerres entre factions rivales qui leur rendent la vie insupportable.

En tentant la traversée vers ce département français, ils pensent pouvoir échapper à ces horreurs et y recommencer une vie plus apaisée et plus heureuse, mais ce à quoi ils se heurtent c'est à nouveau le rejet des États et de leurs polices quand ils ont pu réchapper de ces traversées dangereuses et ont pu arriver à destination en vie. En effet, chaque année, ce sont des centaines d'immigrés qui laissent leur vie au fond de l'océan entre l'Afrique et les Comores ou entre les Comores et Mayotte.

Ceux qui profitent du désarroi de ces damnés de la terre ne sont pas seulement les passeurs qui leur font payer au prix fort leurs services, mais les grandes entreprises capitalistes des pays riches qui mettent en

coupe réglée les pays africains et entretiennent dictateurs et bandes armées qui terrorisent les populations.



Au large de Mayotte